



PREFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE PREFECTORAL n°2007-DEDD/4-9

en date du **24 JUIL. 2007**

**donnant acte à Charbonnages de France (CdF)
de l'arrêt définitif d'utilisation de l'installation particulière
constituée par le Puits Hombourg,
située sur la concession SARRE ET MOSELLE**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code minier ;

VU le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU l'arrêté en date du 31 août 1920 du Commissaire Général de la République à STRASBOURG instituant la concession SARRE ET MOSELLE par fusion au profit de l'Etat français des concessions de mines de houille suivantes instituées par décrets Impériaux : L'HOPITAL (Décret du 30 juillet 1857), HOCHWALD (Décret du 30 juillet 1857), CARLING (Décret du 17 juin 1857), BOUCHEPORN (Décret du 28 mai 1862), HAM (Décret du 28 mai 1862) et LA FORET (Décret du 28 mai 1862) ;

VU la loi n°46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides ;

VU le décret n°47-621 en date du 5 avril 1947 autorisant la mutation de la concession SARRE ET MOSELLE au profit des Houillères du Bassin de Lorraine ;

VU la loi n°2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines ;

VU l'arrêté ministériel du 24 février 2004 portant dissolution des Houillères du Bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CdF) en application de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines et notamment son titre II ;

VU le décret n° 2006-402 du 4 avril 2006 modifiant le décret n° 59-1205 du 23 octobre 1959 relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM et portant dispositions transitoires relatives à CdF ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006 DEDD/4-6 du 20 octobre 2006 ayant sanctionné la déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de houille de SARRE ET MOSELLE ;

VU le mémoire de fin de travaux relatif au puits Hombourg transmis en deux exemplaires par CdF le 8 mars 2007, complété le 16 mars et le 16 juillet 2007 ;

VU le rapport de récolement de la DRIRE en date du 18 juillet 2007 ;

VU d'une part que CdF a mis en place un conduit traversant le système d'obturation du puits à des fins de prélèvement de l'eau d'ennoyage sans que cette disposition ne figure au dossier joint à la déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, et d'autre part que cet aménagement ne modifie pas le coefficient de sécurité du système d'obturation du puits ;

VU par ailleurs le courrier de la commune de HOMBURG-HAUT en date du 26 avril 2007 par lequel elle a manifesté son intérêt pour la reprise du conduit à des fins de prélèvement d'eau et d'autre part la convention passée entre CdF et la commune de HOMBURG-HAUT le 27 juin 2007 ;

CONSIDERANT que les travaux réalisés par CdF permettent de mettre fin à l'application de la police des mines sur l'installation particulière constituée par le puits Hombourg attachée à la concession de SARRE ET MOSELLE et que les engagements pris par CdF et la commune de HOMBURG-HAUT permettent de garantir les conditions de sécurité du conduit traversant le puits ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE

Article 1^{er} :

Il est donné acte à Charbonnages de France (CdF), 100 Avenue Albert 1^{er}, 92500 RUEIL MALMAISON de l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation de l'installation particulière constituée par le puits Hombourg, située sur la commune de HOMBURG-HAUT, attachée à la concession de mines de houille de SARRE ET MOSELLE.

Article 2 :

La surveillance administrative et la police des mines prennent fin à compte de la notification du présent arrêté sur l'installation minière visée par l'article 1^{er} ci-dessus sous réserve des cas mentionnés par le dernier alinéa de l'article 91 du code minier.

Article 3 :

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG ou d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre chargé des mines dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de la Moselle. Il sera affiché dans la commune visée à l'article 5 selon les usages.

L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à CdF et dont ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Sous-Préfet de FORBACH ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord Est ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement de la Moselle ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Madame la Directrice Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Monsieur le Maire de la commune de HOMBURG-HAUT.

LE PREFET

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a tall vertical stroke and a series of loops and horizontal strokes at the bottom.

Bernard GONZALEZ